



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Monsieur [REDACTED]  
Directeur  
EHPAD DE CASTILLON  
AV PEYREVIDAL  
09800 CASTILLON EN COUSERANS

Date : 03/12/2023

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre courrier du 07/11/2023 reçu le 14/11/2023 par voie postale

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 23/10/2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Dans le tableau définitif de synthèse des mesures correctives. Le tableau ci-joint, précise les recommandations maintenues avec leur délai de mise en œuvre et les prescriptions maintenues avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

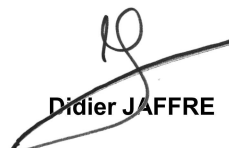
Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des solidarités et des familles, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

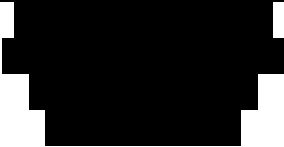
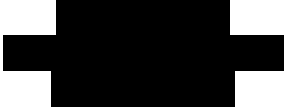
  
Didier JAFFRE

**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle**  
**Pôle Régional Inspection Contrôle**

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives**  
**Tableau des remarques et des recommandations retenues**  
**Contrôle sur pièces de l'EHPAD 4 VALLEES situé à CASTILLON (09)**

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Ecart (6)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
<b>Ecart 1</b> : En ne disposant pas d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans, l'établissement contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.	Art. L.311-8 du CASF (validité PE : 5 ans)	<b>Prescription 1</b> : Actualiser le projet d'établissement et le transmettre à l'ARS.	<b>Délai effectivité 2024</b>		Prescription maintenue.  Délai : Effectivité 2024.
<b>Ecart 2</b> : La Commission de Coordination Gériatrique n'est pas constituée et/ou active, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-158, 3° du CASF.	<b>Art. D.312-158, 3° du CASF</b> (MEDEC préside la commission réunie au moins 1x/an)  Arrêté du 5 septembre 2011 relatif à la commission de coordination gériatrique mentionnée au 3° de l'article D.312-158 du code de l'action sociale et des familles	<b>Prescription 2</b> : Se mettre en conformité avec la réglementation.	<b>Délai : Effectivité 2024</b>		Prescription maintenue.  Délai : Effectivité 2024.

<p><b>Ecart 3 :</b> Le CVS ne se réunit pas au moins 3 fois par an sur convocation du Président ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-16 du CASF.</p>	<p>Décret 2022-688 du 25 avril 2022 avec mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2023  <u>Formes de participation :</u>  Art. L.311-6 du CASF  <u>Compétences :</u>  Art. D.311-3 à 32-1 CASF  Art. D.311-15 – I du CASF  <u>Composition :</u>  Art. D.311-4 du CASF  Art. D.311-5-I du CASF  <u>Elections :</u>  Art. D.311-9 du CASF</p>	<p><b>Prescription 3 :</b> Réunir le CVS a minima 3 fois par an - conformément à l'article D 311-16 du CASF. Transmettre le calendrier de tenue des CVS pour 2023 à l'ARS.</p>	<p><b>Délai : 3 mois</b></p>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<p>Prescription levée.</p>
<p><b>Ecart 4 :</b> Le médecin coordonnateur de l'EHPAD n'est pas titulaire d'un diplôme d'études spécialisées complémentaires de gériatrie, d'un diplôme d'études spécialisées de gériatrie ou de la capacité de gériatrie ou d'un diplôme d'université de médecin coordonnateur d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ou, à défaut, d'une attestation de formation continue. Cette situation n'est pas</p>	<p><u>Diplôme :</u>  Art D. 312-157 du CASF HAS, 2012  <u>Contrat :</u>  Art. D. 312-159-1 du CASF HAS, « Plan personnalisé de coordination</p>	<p><b>Prescription 4 :</b> Le gestionnaire de l'établissement doit garantir que le MEDCO soit titulaire d'un diplôme d'études spécialisées complémentaires de gériatrie, d'un diplôme d'études spécialisées de gériatrie ou de la capacité de gériatrie ou d'un diplôme d'université de médecin coordonnateur d'établissement</p>	<p><b>Délai : 6 mois</b></p>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<p>Prescription maintenue  Délai : Effectivité 2024.</p>

conforme à l'article D312-157 du CASF.	en santé », 2019	d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ou, à défaut, d'une attestation de formation continue conformément à l'article D.312-157 du CASF			
<b>Ecart 5</b> : Le temps d'ETP du médecin coordonnateur contrevient à l'article D312-156 du CASF.	Art. D.312-156 du CASF	<b>Prescription 5</b> : Se mettre en conformité avec la réglementation.	<b>Délai : Effectivité 2024.</b>		Prescription maintenue.  <b>Délai : Effectivité 2024.</b>
<b>Ecart 6</b> : La procédure de déclaration des dysfonctionnements et EIG aux autorités (ARS et CD) transmise par la structure ne précise pas une déclaration « <b>sans délai</b> », ce qui contrevient aux dispositions de l'article L331-8-1 du CASF.	Art. L.312-8 du CASF Art. L.331-8-1 du CASF	<b>Prescription 6</b> : Actualiser la procédure de déclaration des dysfonctionnements et des EIG en y intégrant la notion « sans délai ».	<b>Délai : immédiat</b>		Prescription levée.

Remarques (6)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
<b>Remarque 1</b> : L'organigramme n'est pas nominatif et ne mentionne pas toutes les catégories de personnel énuméré dans l'article D. 312-155-0, II du CASF.	Art. D.312-155-0, II du CASF Art. L.312-1, II, alinéa 4 du CASF	<b>Recommandation 1</b> : La structure est invitée à transmettre un organigramme nominatif et mentionnant les liens hiérarchiques et fonctionnels et toutes les catégories de personnel de l'EHPAD.	<b>Délai : immédiat</b>	[REDACTED]	Recommandation levée.
<b>Remarque 2</b> : La programmation 2023 n'a pas été transmise.	<u>Fonctionnement</u> : Art. D311-16 du CASF <u>Formalisation des CR des séances CVS</u> Art. D. 311-20 du CASF	<b>Recommandation 2</b> : Transmettre le calendrier de la tenue des CVS 2023 comme demandé.	<b>Délai : immédiat</b>	[REDACTED]	Recommandation levée
<b>Remarque 3</b> : La structure déclare que L'IDEC n'a pas de formation spécifique d'encadrement avant d'accéder à ce poste	HAS, « Plan personnalisé de coordination en santé », 2019	<b>Recommandation 3</b> : Finaliser la formation d'encadrement de l'IDEC et transmettre une attestation de formation à l'ARS.	<b>Délai : Effectivité 2024.</b>	[REDACTED]	Recommandation levée.

<p><b>Remarque 4 :</b> Le plan de formation 2023 n'a pas été transmis.</p>	<p><a href="#">HAS, 2008, p.18</a> <a href="#">Mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention</a></p> <p><a href="#">HAS 2008, p.21</a> <a href="#">(Mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées et le traitement de la maltraitance</a></p>	<p><b>Recommandation 4 :</b> La structure est invitée à élaborer et mettre en place un plan de formation interne et/ou externe conformément aux attendus de l'HAS.</p>	<p><b>Délai : 6 mois</b></p>	<p>[REDACTED]</p>	<p>Recommandation levée.</p>
<p><b>Remarque 5 :</b> Les éléments communiqués par la structure ne permettent à la mission de s'assurer de l'existence de l'ensemble des procédures de bonnes pratiques médico-soignantes gériatriques.</p>	<p>Guide HAS Novembre 2021 (Diagnostic de la dénutrition chez la personne de 70 ans et plus)</p>	<p><b>Recommandation 5 :</b> Elaborer et mettre en place les procédures</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Troubles du transit</li> <li>- Nutrition/dénutrition</li> <li>- Déshydratation</li> <li>- Troubles du sommeil</li> <li>- Dépression</li> <li>- Ostéoporose et activité physique</li> </ul> <p>Transmettre la liste actualisée des procédures à l'ARS.</p>	<p><b>Délai : Effectivité 2024</b></p>	<p>[REDACTED]</p>	<p>Recommandation maintenue</p> <p>Délai : Effectivité 2024.</p>

<p><b>Remarque 6 :</b> La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec un service de psychiatrie.</p>		<p><b>Recommandation 6 :</b> La structure est invitée à établir et signer une convention de partenariat avec un service de psychiatrie. Transmettre la convention à l'ARS.</p>	<p><b>Délai : Effectivité 2024.</b></p>	<div></div> <div></div>	<p>Recommandation maintenue</p> <p>Délai : Effectivité 2024.</p>
---	--	--	---	-------------------------	--